

La gazette



de Bonsecours Nous Rassemble

— Une liste citoyenne qui prend la parole —



“Être le maire de toutes et tous”

Interview de
Guillaume Brunet
page 2



- Une liste citoyenne, c'est quoi ? (page 3)
- Après 18 ans, passons du “moi-je” au “nous” (page 4)
- Un, deux, et trois mandats... et toujours pas (page 5)
- La fable du maire (page 6)
- Patrimoine : attendre nous coûte cher (page 7)
- Quel avenir pour la ferme de Bonsecours et la maison diocésaine ? (page 8)
- Un récit pour demain (page 11)
- Et les “impôts” ? (page 12)

Regards croisés sur le mandat des deux élues
Emmanuelle Martin et
Laëtitia Drouin
page 10



Aménagement de la côte Sainte-Catherine :
la Métropole doit revoir sa copie
page 9



INTERVIEW

Guillaume BRUNET



POUR COMMENCER, D'OÙ VENEZ-VOUS ?

Je suis né à Rouen en 1972 d'une mère infirmière et d'un père délégué médical. J'ai emménagé à Mesnil-Esnard en 1981 puis à Bonsecours en 1996. Je peux dire que j'ai grandi avec le plateau Est.

VOS ÉTUDES ?

J'ai obtenu un master 2 de philosophie et commencé un doctorat. En découvrant Internet, je me suis passionné pour sa fabrique et j'ai créé mon entreprise en 2000. A cette époque, nous étions des pionniers. Nous sommes aujourd'hui la plus ancienne agence web de l'agglomération.

Candidat
tête de liste
le 15 mars
prochain !

Quand a commencé votre engagement associatif et politique ?

Pendant mes études, j'ai été élu président de la troupe de théâtre amateur dont j'étais le metteur en scène. Puis j'ai été élu président de l'association "Campus, Université de Rouen" qui regroupait toutes les associations culturelles étudiantes de l'Université de Rouen.

Plus tard, j'ai participé activement à l'association de protection de la ferme de Bonsecours (APFB), renforçant mon ancrage et mon engagement pour Bonsecours.

Mon engagement politique a été une continuité. C'est Marylène Follet qui m'a demandé de la rejoindre sur sa liste en 2020. Elle avait été témoin de mon engagement et de ma manière de faire au sein de l'APFB. C'est ainsi qu'en mars 2020, je suis devenu conseiller municipal de Bonsecours.

Qu'avez-vous ressenti pendant ce mandat ?

J'ai ressenti une responsabilité envers les électrices et les électeurs qui avaient voté pour notre liste. Nous les représentons et leur donnons une voix au sein du conseil municipal. J'étais présent aux rares commissions qui se sont tenues. J'ai observé, posé des questions et appris. J'ai dû m'habituer au style du maire sortant. Cela m'a donné envie de poursuivre et m'engager avec la liste Bonsecours Nous Rassemble.

Comment s'est créé votre collectif sans étiquette ?

Lorsque la question des municipales 2026 s'est posée, j'ai voulu en discuter avec les élus de l'autre liste d'opposition puis avec des proches. L'idée était de constituer un collectif ouvert mais partageant des valeurs communes. Je le voulais constitué de personnes sérieuses et engagées. J'ai une chance incroyable d'avoir autour de moi des personnes aussi motivées que compétentes, aux profils variés et expérimentés.

Quelle est votre première motivation à devenir maire de Bonsecours ?

La plupart des personnes qui ont goûté à Bonsecours veulent y rester. C'est mon cas !

Mais au fil du temps, à force de découvrir les coulisses de la commune, j'ai vu à quel point notre ville stagne, prisonnière d'une gouvernance étreinte, sans vision d'ensemble à long terme. Or, ce qui me procure une grande satisfaction dans la vie c'est mener des projets, faire avancer les choses en douceur mais efficacement, dépasser les obstacles, m'attaquer à des problèmes et trouver collectivement des solutions. Avec les compétences de mon équipe, je veux faire profiter Bonsecours de cette énergie positive.

Dans un tract, le maire sortant interprète le regroupement de votre équipe comme une alliance "par opportunité" et par "calcul plus que par cohérence", ce qui permettrait à des partis de dicter leur ligne. Que répondez-vous ?

Tout d'abord, je trouve amusant qu'une personne qui s'est fait élire en 2008 avec le soutien du parti socialiste dont il avait la carte, soutienne Emmanuel Macron en 2017 et 2022, devienne Vice-Président de la majorité de Centre-Droit au Département présidée par Bertrand Bellanger, devienne l'un des premiers représentants du parti "Horizons" d'Edouard Philippe en 2022 et qui aujourd'hui accueille sur sa liste aux municipales les deux assistants parlementaires de notre députée "Renaissance"... Et enfin qui me dit, les yeux dans les yeux, "j'ai toujours été de gauche"...

Franchement, que ce soit cette personne qui donne des leçons et nous qualifie d'opportunistes ! De fait, Elle semble effectivement être une experte.

Plus sérieusement, je suis très attaché à mon indépendance et à ma liberté d'action. Notre liste n'a pas reçu un centime d'un parti politique.

Mon repère fondamental, c'est l'intérêt général et celui de Bonsecours.

Je laisse le complotisme politique à d'autres.



Une liste citoyenne : c'est quoi ?

Une liste citoyenne pour les élections municipales est un groupe de candidats et candidates issus de la société civile (habitants, acteurs associatifs, collectifs locaux...) qui décident de se présenter ensemble aux élections locales, sans être rattachés directement à un parti politique traditionnel mais sans exclure pour autant les individus apparentés.

Une liste citoyenne naît souvent d'une démarche participative, comme c'est le cas pour Bonsecours nous rassemble avec des habitants d'horizons divers désireux d'une gouvernance plus ouverte et transparente, qui se sont réunis autour des deux listes d'opposition, et ont construit ensemble un projet.



Concrètement, pour gérer une commune, une liste citoyenne s'appuie sur :

- Des assemblées locales et des réunions publiques qui permettent de définir les priorités (sécurité, solidarité, transports, environnement, ...) au plus près des préoccupations des habitants,
- La mise en place de dispositifs de démocratie participative,
- Une grande transparence dans la prise de décision et une meilleure information des citoyens.

L'objectif est que les citoyens reprennent la main sur la politique locale, plutôt que de laisser un homme décider seul.

L'enjeu principal n'est pas l'absence totale de partis, mais la primauté du projet citoyen et du collectif.

Transparence, participation et décision collective sont au cœur de la démarche.

Après 18 ans, passons du “moi-je” au “nous”



Le « Nous » de tous les bonauxiliennes et bonauxiliens

Depuis 3 mandats, la vie démocratique locale s'est progressivement appauvrie à Bonsecours. Les instances de participation et d'information – conseils de quartier, réunions publiques magazine municipal – ont disparu ou ont été réduites à leur plus simple expression.

Nous méritons mieux. Mieux associer les habitantes et les habitants, leur faire confiance, leur permettre de s'exprimer et de contribuer aux projets communaux : c'est une condition essentielle pour bien gouverner aujourd'hui.

Notre méthode est claire : informer les habitant(e)s de façon régulière et en amont des projets, consulter réellement, construire les projets avec les personnes concernées, plutôt que de décider en petit comité, voire seul, et présenter ensuite des choix déjà arrêtés.



Le « Nous » de Bonsecours Nous Rassemble et du Conseil municipal

Le maire actuel a fait voter par sa majorité une délibération lui permettant d'engager jusqu'à 500 000 € de dépenses sans débat préalable au sein du conseil municipal. Une telle délibération kidnappe tout débat démocratique. Nous l'abrogerons. Un nouveau seuil bien inférieur sera défini.

Notre collectif a ainsi vocation à poursuivre le travail collaboratif engagé durant la campagne en s'appuyant sur les compétences de chacun(e), y compris des membres de l'opposition. Nous instaurerons un véritable débat entre les élu(e)s. La vie démocratique au sein de l'instance communale sera ainsi réactivée en intégrant respect et écoute. Les adjoint(e)s auront un mandat clair et une vraie autonomie, gage d'efficacité de l'action municipale.

Le « Nous » des communes voisines et de la Métropole

Critiquer en permanence nos voisins ne nous apporte rien. En revanche, le dialogue et la coopération avec les communes voisines seront profitable aux Bonauxiliens. Il peut s'agir de partager les programmes d'activités culturelles, d'effectuer des achats d'équipements à deux communes ou plus, ou d'élaborer des projets intercommunaux ... Guillaume Brunet a déjà rencontré plusieurs élus pour instaurer des relations de confiance.

La Métropole est une émanation des communes qui lui ont délégué leurs compétences pour l'urbanisme intercommunal, les transports dont les transports en commun, la gestion des déchets, la voirie, l'eau et l'assainissement. Elle contribue donc à notre qualité de vie. Il est essentiel de travailler en confiance avec cet interlocuteur stratégique qui subventionne aussi des projets communaux. C'est avec elle, et non contre elle, que nous améliorerons les transports en commun et l'ensemble des mobilités douces.

Nous faisons le choix du dialogue, de l'intelligence collective, du partenariat et de l'intérêt général partagé. Cette nouvelle gouvernance sera profitable aux habitants et aux finances de la commune.

Quelles promesses depuis 18 ans ?

Nous savons bien que l'ensemble des promesses électorales ne peut être tenu sur un mandat.

Mais sur 3 mandats, on est en droit de se poser des questions !

Ce qui mérite d'être analysé aujourd'hui, c'est surtout la cohérence de l'action municipale, la clarté de la stratégie et la capacité à transformer des intentions en politiques publiques structurantes.

Quelques réalisations, mais limitées et tardives

Le mandat écoulé n'est pas un mandat « blanc », puisque le centre de loisir, qui était à bout de souffle, a enfin ouvert mi-2023, répondant à un besoin identifié de très longue date.

Quelques aménagements ponctuels sont apparus opportunément ces derniers mois comme l'installation récente d'équipements de musculation en plein air installés il y a moins d'un mois, et des plantations d'arbres, bienvenus mais d'ampleur très modeste.

En matière de transition écologique, le passage généralisé de l'éclairage public en LED achevé (enfin !) en décembre 2025, est certes utile, mais anecdotique pour réduire notre facture énergétique.

Ces réalisations existent, mais elles restent peu nombreuses au regard de l'ampleur et de la diversité des engagements pris dans les programmes successifs, notamment ceux de 2008, 2014 et 2020.

➤ Une accumulation d'engagements sans pilotage stratégique clair

L'analyse des programmes et du mandat révèle surtout une constante : l'absence de vision stratégique globale. Les engagements couvrent un large spectre — urbanisme, transition écologique, équipements, lien social, sécurité, jeunesse, seniors — sans que l'on distingue de priorités hiérarchisées ni de trajectoire clairement assumée.

La gestion municipale apparaît ainsi dossier par dossier, au fil des opportunités ou des contraintes, plutôt que guidée par un plan pluriannuel structuré, lisible pour les habitants.

De nombreux engagements récurrents (plan vélo, maison des associations, jardins publics, équipements sportifs, participation citoyenne renforcée) réapparaissent d'un programme à l'autre sans jamais trouver de traduction concrète durable.

Que va-t-on encore nous promettre en 2026 ?

➤ Une transition écologique largement restée au stade déclaratif

La transition écologique illustre particulièrement ce décalage. Les programmes successifs annonçaient des diagnostics énergétiques, des plans d'action, des équipements photovoltaïques, la récupération des eaux de pluie, le développement des mobilités douces ou encore le compostage.

Dans les faits, aucun plan global de transition écologique n'a été construit, financé et suivi sur la durée (alors que des subventions sur ce sujet existent !). Le passage à l'éclairage LED constitue une avancée réelle, mais isolée, sans articulation avec une stratégie énergétique, climatique ou de sobriété plus large à l'échelle communale : changer des ampoules ne constitue pas une politique environnementale.

1, 2 et 3 mandats... et toujours pas

Une temporalité des projets qui pose question

La chronologie des réalisations mérite d'être interrogée. Plusieurs aménagements visibles interviennent à l'approche de l'échéance électorale. Ce phénomène n'est pas inédit en politique locale, mais il renforce l'impression d'un mandat marqué par l'attentisme, suivi d'une accélération de fin de cycle, plutôt que par une dynamique continue et anticipée.

Ce que révèle réellement le bilan

Au final, le constat n'est pas celui d'un maire qui n'aurait « rien fait », mais celui d'un mandat caractérisé par :

- une gestion certes pragmatique mais sans planification,
- une faible capacité à transformer ses intentions électorales en réalisations concrètes,
- une absence de cap stratégique clairement assumé.

À l'heure où les communes doivent faire face à des défis majeurs (transition écologique, qualité du cadre de vie, cohésion sociale, adaptation des services publics) ce bilan pose une question essentielle : peut-on continuer à gérer la commune sans vision d'ensemble ?

A vous de répondre le 15 mars !

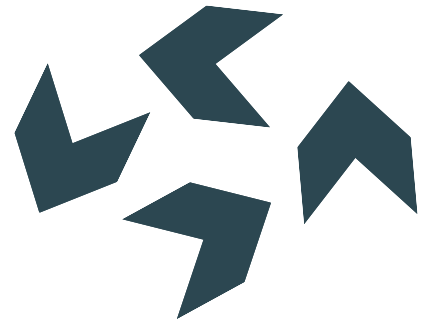


La fable du maire

Un maire marchait droit, du moins le croyait-il,
Sa boussole dans la main, semblait fort docile.
Elle pointait vers la gauche (1) au commencement.
C'était sans compter quelques ajustements.

« Mais, Monsieur le maire, où allez-vous ?
En Marche (2), répond-il,
Il faut bien du mouvement, pour garder l'équilibre ».
La boussole frémit, l'aiguille se déplace,
Un autre Horizon (3) s'ouvre, une nouvelle place.

« Mais, Monsieur le maire, où allez-vous ?
C'est le Département ! (4)
Priorité à droite, je me dois d'avancer, au risque de rester bloqué sur la chaussée ».
Rentré dans sa mairie, le maire retrouve place.
A gauche (5) évidemment, quelle question, c'est une farce ?
Après deux-trois zigzags, et quelques embardées,
La boussole peine à se stabiliser.
Et le maire conclut, serein, presque attendri :
Je n'ai jamais changé, je l'ai toujours dit.
Voyez, je suis fidèle et constant...
Je vais simplement là où mène le vent.



- (1) Le maire sortant a eu sa carte au parti socialiste
- (2) Le maire sortant a soutenu Emmanuel Macron
- (3) Le maire sortant a adhéré au parti d'Edouard Philippe "Horizon"
- (4) Le maire sortant siège au Département avec la droite
- (5) Le maire sortant a présenté une liste divers gauche aux municipales de 2020.

Patrimoine : attendre nous coûte cher

A Bonsecours, certains dossiers emblématiques révèlent une même méthode : peu d'information, peu de débat, des décisions sans cesse repoussées. Résultat : des lieux vides, des bâtiments qui se dégradent, et des factures qui s'alourdissent.

L'ancien presbytère est un exemple significatif

Ce bâtiment appartient au CCAS, suite à un legs assorti de conditions. Aujourd'hui, il est vide. Aucun projet clair n'a été présenté, aucune discussion n'a été engagée avec les habitants. Comment expliquer qu'un bien à vocation sociale, financé par la solidarité, reste sans avenir défini ni débat public ? Une telle décision ne peut pas se prendre dans le silence.



La Basilique Notre-Dame illustre une autre facette du problème

Monument majeur de Bonsecours, repère architectural au-delà de la commune, lieu culturel accueillant de nombreuses manifestations et de nombreux touristes (estimés à 30 000 visiteurs/an). Elle fait l'objet depuis des années d'un constat partagé : des dégradations liées au temps, à l'étanchéité, à la structure et à un défaut manifeste d'entretien. Un diagnostic existe depuis 2021. Les travaux sont connus, nécessaires, à étaler sur plus de dix ans.

Pourtant, les décisions ont été différées, au nom d'une gestion dite « prudente, en bon père de famille ». Aujourd'hui, l'ampleur des interventions nécessaires est bien plus lourde — et plus coûteuse — que si des travaux avaient été engagés plus tôt de manière planifiée.



La halle de sports : rénovée ou neuve ?

En 2020, la rénovation a été annoncée mais elle n'a pas été engagée. Le bâtiment continue de se dégrader. Deux options existent : construire une halle neuve, ou réhabiliter et agrandir l'existante.

Après consultation d'un architecte spécialisé, le constat est clair : une construction neuve capable d'accueillir les activités actuelles coûterait entre 10 et 15 millions d'euros, en raison de coûts de construction avoisinant 2 500 € HT/m². Une charge trop lourde pour les finances communales.

La solution la plus réaliste est donc la rénovation et l'extension de la halle actuelle, pour un coût environ deux fois inférieur.

Ce projet permettrait une rénovation thermique ambitieuse (jusqu'à 60 % d'économies d'énergie), la réfection des vestiaires, le remplacement du chauffage et de l'éclairage, la mise en accessibilité, le réaménagement des accès ainsi que l'installation de panneaux photovoltaïques avec un coût de réhabilitation tournant autour des 1 000 € HT/m².

Rénover plutôt que reconstruire, c'est faire un choix responsable, à la fois économique et écologique, au service des associations et des habitants.

Dans ces trois dossiers, le problème n'est pas l'absence de financements. Des aides existent : État, DRAC, Département, Fondation du patrimoine, dons privés... Le problème est une méthode fondée sur l'attentisme, là où il faudrait planifier, expliquer, associer et agir.

Quel avenir pour la ferme Lefebvre et la maison diocésaine ?

Un projet immobilier abandonné : une victoire citoyenne qui doit ouvrir un avenir

Le maire sortant soutenait le projet d'un lotissement de 360 logements (pavillons de standing et immeubles) en lieu et place des 10 hectares de nature de l'ancienne ferme Lefebvre, de la maison diocésaine et de son parc. Cela aurait défiguré ce site historique et posé de lourdes questions d'intégration paysagère, de respect du patrimoine et d'infrastructures routières.

Le dernier exploitant de cette ferme était totalement opposé à vendre les terres pour un projet immobilier.



Lancée en 2018, l'association APFB, créée par des habitants de Bonsecours a empêché la bétonisation du site.

Le projet immobilier obsolète n'a pas abouti grâce à la mobilisation citoyenne et à un travail de fond mené dans la durée : une victoire majeure servant l'intérêt général, la protection du cadre de vie et la préservation d'un espace naturel rare et précieux en milieu urbain.

Maintenant que le projet est définitivement arrêté, un avenir peut se dessiner :

Côté maison diocésaine

Depuis 2018, le maire sortant, sourd à toute demande de concertation, soutenait le choix de tout raser. Il a fallu toute la bonne volonté du diocèse, propriétaire de la maison et de son parc, et la mobilisation de l'APFB pour aboutir enfin récemment à la promesse de vente à un opérateur. Celui-ci réhabilitera le bâtiment au lieu de le détruire. Le parc sera préservé.

Imaginez pour les terres de la ferme :

Un lieu de promenade, de repos dans la nature, de calme et de fraîcheur en période de canicule, une production maraîchère, une petite ferme pédagogique. La commune n'a pas vocation à acquérir elle-même les prairies mais à construire un partenariat avec la Métropole et d'autres acteurs pour aider à porter une ambition de ceinture verte autour de l'agglomération.



Cette séquence et l'acharnement judiciaire (recours successifs et infructueux aux frais du contribuable) révèlent surtout l'absence de projet alternatif porté par la municipalité sortante après l'abandon du projet immobilier. Mais il n'est jamais trop tard pour agir.

Là où la société civile a démontré sa capacité à défendre un site, la responsabilité politique est désormais de proposer une vision, de structurer un projet partagé et de donner un avenir à ce lieu exceptionnel.

Aménagements de la côte Sainte-Catherine : la Métropole doit revoir sa copie

La Métropole de Rouen porte un projet d'aménagement de la côte Sainte-Catherine dont l'objectif annoncé, tout à fait louable de prime abord, est de revaloriser ce lieu chargé d'histoire et d'une grande richesse environnementale.

Cependant, ce projet veut embrasser trop d'objectifs à la fois, souvent préjudiciables à la biodiversité et plus particulièrement au caractère naturel et paisible de la partie haute de la côte, constituée majoritairement de bois situés sur notre commune et acquis par la Métropole.

Le projet qui se dessine ressemble à un parc urbain archéologique et de loisirs au sein d'un environnement naturel exceptionnel. Le patrimoine naturel devient alors le décor de ce projet et non plus l'essence de celui-ci.

Dans cette histoire, les bonauxiliens riverains du site sont les oubliés du dossier d'étude d'impact récemment soumis à enquête publique. Ils seraient ensuite les victimes collatérales de ce projet.



La position de **Bonsecours Nous Rassemble** est la suivante :

OUI

à une gestion écologique du site bénéficiant des compétences du Conservatoire des Espaces Naturels et de l'ONF

NON

à l'aménagement de la route de la corniche en "vélorue", trop dangereux et inadapté à cet axe routier.

NON

aux aménagements créés dans "nos" bois, sources de nuisances sonores, d'insécurité potentielle portant finalement atteinte à la tranquillité des riverains : parking créé de toute pièce dans le bois (son caractère PMR ne le rend pas plus acceptable), parcours ludique situé trop près des habitations (trou de la mort), tour panoramique de 19 m complètement inutile et nécessitant l'abattage d'arbres.



C'est pourquoi Bonsecours Nous Rassemble s'est mobilisée pour contribuer aux 2 enquêtes publiques successives qui ont concerné ce projet. Retrouvez-les sur notre site Internet ainsi qu'un communiqué de presse synthétisant notre position : <https://bonsecoursnousrassemble.fr/>

Parallèlement aux procédures réglementaires, Bonsecours Nous Rassemble se tournera rapidement vers la Métropole. Notre objectif sera alors d'aboutir à une version allégée de ce projet qui soit respectueuse des intérêts de notre commune (circulation, stationnement, sécurité), de la qualité de vie des riverains ainsi que de la préservation des espaces naturels et de leur biodiversité.

Deux élues d'opposition, un même constat : faire autrement

Pourquoi vous être engagée au conseil municipal de Bonsecours ?



Laëtitia Drouin

Je me suis engagée pour représenter des habitantes et des habitants qui, depuis trop longtemps, ne sont pas entendus à Bonsecours : les femmes, les familles monoparentales, les travailleurs aux revenus modestes, les personnes vivant en immeuble.

Par mon parcours personnel, je connais leurs difficultés et leurs attentes. J'ai grandi sur le plateau Est, je vis à Bonsecours depuis près de vingt ans, j'y suis profondément attachée. Cette commune a de vrais atouts – sa situation, son cadre de vie, ses espaces verts – mais ils ne se suffisent pas à eux-mêmes. Il faut les faire vivre, les développer, préparer l'avenir. C'est pour cela que je crois à la force du collectif et à une autre manière de gouverner.



Emmanuelle Martin

Je me suis engagée avec l'idée, que l'opposition pouvait jouer pleinement son rôle, débattre, proposer, améliorer les décisions. Lors du 1^{er} conseil municipal en 2020, le maire pose 3 objectifs pour ce nouveau mandat : la Zac, la halle de sports et le centre de Loisirs.

Et dit « qu'il n'y a pas d'un côté les bons, de l'autre les méchants, nous sommes tous des élus ». Que de belles paroles non tenues ! Dès le début, les élus de l'opposition ont été mis à l'écart, sans possibilité d'être associés à un travail collectif. Sur les 3 projets du mandat il n'y a pas eu de débat et un seul a abouti. Cette expérience n'a fait que confirmer ma conviction que la démocratie locale n'est pas satisfaisante, qu'elle doit changer en profondeur.

Quel est, selon vous, le principal problème du fonctionnement actuel ?

L.D. Cette manière de faire a aussi une conséquence directe : elle éloigne les habitantes et les habitants de la vie municipale.

Quand on ne consulte plus, quand on n'explique plus, quand on ne crée plus d'espaces d'échange, on finit par décourager l'engagement. Beaucoup de Bonauxiliens ont le sentiment que les décisions se prennent sans eux, alors même qu'ils sont les premiers concernés. C'est une perte pour la commune.

E.M. Le problème central c'est l'absence de débat réel. Le nombre de conseils municipaux est réduit au minimum légal, les commissions fonctionnent peu ou pas, aucun projet discuté réellement entre élus. L'ordre du jour et les documents à étudier sont adressés quelques jours avant, nous laissant peu de temps pour travailler. Résultat : on vote beaucoup sur des sujets mineurs ou des conventions à renouveler, il est donc facile pour le maire de se targuer d'avoir un quasi consensus. Or les vrais sujets ne manquent pas : énergie, patrimoine, vie sociale, mobilités, CCAS, école de musique, culture... Mes interventions en séance ont souvent été source de moquerie, de déconsidération ou de propos de donneur de leçons, là où on s'attendrait à des réponses respectueuses et constructives !

Qu'est-ce que vous voulez changer, si Bonsecours Nous Rassemble sort vainqueur des élections ?

E.M. : La méthode avant tout ! J'ai hâte de voir un nouvel horizon pour Bonsecours, non la vision d'un seul homme, mais celle d'un vrai conseil municipal formé d'hommes et de femmes qui travaillent ensemble et en lien étroit avec les habitants !

L.D. : Et remettre l'humain au centre. Faire confiance aux habitants, reconnaître la diversité des parcours, construire "avec" plutôt que "pour". C'est ainsi que l'on préserve ce qui fait la richesse de Bonsecours et que l'on prépare son avenir.

Un mot pour conclure ?

L.D. : Bonsecours mérite une gouvernance ouverte, collective, tournée vers l'avenir. Rien n'est figé, tout peut encore se construire.

E.M. : Le monde change, la jeunesse découvre des modes de fonctionnement plus participatifs où les débats constructifs permettent l'aboutissement de beaux projets. C'est ce que propose Bonsecours Nous Rassemble, avec méthode, exigence et écoute.



Bonsecours : un récit pour demain



Olivier Courbé

Bonsecours n'est pas une ville comme les autres. Notre projet est simple et ambitieux : une ville qui rayonne, respire, écoute, accompagne et avance sereinement. Ce n'est pas une liste de promesses, c'est un récit lucide où gestion rigoureuse et ambition se conjuguent pour l'intérêt général.

Bonsecours rayonne

Notre patrimoine nous définit, de la Basilique aux bords de Seine. Il est insuffisamment valorisé. Il est temps de le faire vivre, de le partager, de le transmettre. Rayonner, c'est prendre soin de notre identité architecturale et paysagère, développer un tourisme à taille humaine, et raconter Bonsecours autrement. Parce qu'on aime davantage ce que l'on comprend, chaque nouvel habitant découvrira son patrimoine dès son arrivée.

Bonsecours respire

Nous voulons que Bonsecours respire, littéralement. La nature ne doit plus être un décor mais une alliée pour notre santé et notre bien être. Repenser nos mobilités en apaisant les circulations et en sécurisant les parcours piétons et cyclables. Produire autrement avec les énergies renouvelables. Consommer mieux en valorisant le réemploi et les circuits courts. Cette transition ne se décrète pas : elle sera mesurée par des indicateurs partagés et débattue lors de forums réguliers. Et n'oublions jamais : prévenir coûte moins cher que réparer !

Bonsecours se construit avec vous

Nous croyons à une démocratie locale vivante, pas d'affichage mais d'usage. Écouter, c'est consulter les habitants sur les projets structurants, organiser des consultations citoyennes, créer un comité citoyen représentatif. C'est aussi aller vers vous dans chaque quartier et sortir la mairie de ses murs. Enfin, c'est être transparent sur nos décisions et notre gestion. Gérer avec sérieux fait partie du respect : pas d'augmentation d'impôts, mais une recherche active de financements extérieurs. La rigueur ne doit jamais devenir un prétexte à l'inaction.

Bonsecours accompagne tous les parcours de vie

Une ville se juge à la façon dont elle prend soin de ses habitants, à chaque étape de la vie. Quel que soit votre âge, nous voulons accompagner, soutenir, rassembler. Donner la parole aux jeunes, faciliter le quotidien des familles, renforcer l'accompagnement des seniors, créer du lien intergénérationnel. La culture et le sport ne sont pas des options mais des leviers d'émancipation et de santé publique. L'ambition n'est pas un luxe, c'est une responsabilité.

Bonsecours apaisée, en toute sécurité

Bouger, oui, mais pas n'importe comment. Nous voulons une ville où les déplacements sont fluides, lisibles et accessibles. Une ville apaisée où les vitesses baissent là où la vie est dense, où les abords des écoles sont sécurisés. La sécurité publique repose sur la présence humaine et des dispositifs proportionnés. Se déplacer facilement, vivre en toute tranquillité.

Notre engagement

Bonsecours est plus forte quand elle rassemble. Nous ne promettons pas tout. Nous promettons de faire, d'expliquer, d'écouter, d'ajuster. Bonsecours peut respirer davantage, rayonner plus loin, accompagner sans se renier. C'est cette histoire que nous vous proposons d'écrire avec nous.

Et les impôts ?

« Je n'ai pas augmenté les impôts. »

Le maire sortant le répète à l'envi, comme s'il s'agissait d'un exploit.

De notre point de vue, c'est le "minimum syndical".

En dix-huit ans de mandat, Bonsecours n'a connu qu'une seule réalisation d'envergure : la rénovation et l'agrandissement du centre de loisirs. Un investissement utile, attendu, nécessaire. Et après ? Nous avons tous bien remarqué les aménagements pré-électoraux savamment répartis sur la commune ces 3 derniers mois.

Ne pas augmenter les impôts quand on n'investit presque pas, où est l'exploit ?
Ce n'est pas bien gérer : c'est gérer à bas régime.

Nous ne sommes pas irresponsables.
Nous connaissons les contraintes financières des communes.

Nous savons aussi ce que vivent les familles, les retraités, les ménages modestes.

Oui, nous nous engageons à ne pas augmenter les impôts.

Mais nous refusons d'en faire un totem qui justifie l'inaction.

Nous ferons mieux.

Mieux, parce que gouverner ce n'est pas seulement éviter la dépense, c'est choisir, prioriser et investir intelligemment.

Mieux parce que notre tête de liste, Guillaume BRUNET, est un chef d'entreprise, qui saura gérer notre commune de manière responsable.

Mieux, parce qu'une commune qui n'investit pas prépare son déclin.



Notre ambition pour Bonsecours est simple et exigeante : une gestion rigoureuse et une politique municipale active, visible, utile.

Bonsecours mérite plus qu'un slogan fiscal. Elle mérite un cap, et nous le tiendrons.

**CONTACTEZ-NOUS
et SUIVEZ-NOUS SUR LES RESEAUX**

Tél : 06 95 19 46 24

Adresse : 26 rue de Darnétal 76240 Bonsecours

Email et site internet :

contact@bonsecoursnousrassemble.fr

www.bonsecoursnousrassemble.fr

